

First Session, Forty-fifth Parliament,
3-4 Charles III, 2025

Première session, quarante-cinquième législature,
3-4 Charles III, 2025

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-4

PROJET DE LOI S-4

An Act to amend the Energy Efficiency Act

Loi modifiant la Loi sur l'efficacité
énergétique

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2025

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2025

THE HONOURABLE SENATOR MOREAU, P.C.

L'HONORABLE SÉNATEUR MOREAU, C.P.

SUMMARY

This enactment amends the *Energy Efficiency Act* to, among other things,

- (a)** enable the Minister of Natural Resources to provide for exemptions from the application of that Act and its regulations with the aim of facilitating the design and efficient administration of a regulatory regime to encourage innovation, competitiveness and economic growth;
- (b)** strengthen that Act's administration and enforcement framework, including by providing for administrative monetary penalties, modernizing fines and providing the Minister with the power to order corrective measures; and
- (c)** broaden the scope of that Act to account for modern technologies and new market actors, address misleading representations and promote the responsible use of energy.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'efficacité énergétique* pour, entre autres :

- a)** permettre au ministre des Ressources naturelles d'accorder des exemptions de l'application de cette loi et de ses règlements pour faciliter la conception ou l'administration efficace d'un régime réglementaire et ainsi stimuler l'innovation, la compétitivité et la croissance économique;
- b)** renforcer le cadre d'exécution et d'application de cette loi, notamment en créant des sanctions administratives pécuniaires, en modernisant les amendes et en accordant au ministre le pouvoir d'ordonner des mesures correctives;
- c)** étendre la portée de cette loi de sorte à tenir compte des technologies modernes et des nouveaux intervenants du marché, à remédier aux représentations trompeuses et à promouvoir l'utilisation responsable de l'énergie.

BILL S-4

An Act to amend the Energy Efficiency Act

His Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1992, c. 36

Energy Efficiency Act

1 The long title of the *Energy Efficiency Act* is replaced by the following:

An Act respecting the energy efficiency of energy-using products and the responsible use of energy and energy sources

2 (1) The definition *étiquetage* in section 2 of the French version of the Act is repealed.

(2) The definition *energy efficiency standard* in section 2 of the Act is replaced by the following:

energy efficiency standard means a standard prescribed under section 20 for an energy-using product or class of energy-using products, including any standard for the responsible use of energy and, in particular, any such standard that relates to

- (a) the durability of the product or class of products,
- (b) the interoperability or energy demand of the product or class of products,
- (c) the performance of energy, exergy or energy,
- (d) the conservation of energy,
- (e) the conservation of water,
- (f) the system design of the product or class of products,

PROJET DE LOI S-4

Loi modifiant la Loi sur l'efficacité énergétique

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1992, ch. 36

Loi sur l'efficacité énergétique

1 Le titre intégral de la *Loi sur l'efficacité énergétique* est remplacé par ce qui suit :

Loi concernant l'efficacité énergétique des matériels consommateurs d'énergie et l'utilisation responsable de l'énergie et de ses sources

2 (1) La définition de *étiquetage*, à l'article 2 de la version française de la même loi, est abrogée.

(2) La définition de *norme d'efficacité énergétique*, à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

norme d'efficacité énergétique Norme fixée conformément à l'article 20 pour un matériel consommateur d'énergie ou pour toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie, notamment toute norme visant l'utilisation responsable de l'énergie et comprenant de telles normes se rapportant aux sujets suivants :

- a) la durabilité du matériel consommateur d'énergie ou de toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie;
- b) leur interopérabilité ou leur demande en énergie;
- c) le rendement de l'énergie, de l'exergie et de l'énergie;
- d) la conservation de l'énergie;
- e) la conservation de l'eau;

(g) the type of energy used by the product or class of products, or

(h) the technological composition and capabilities of the product or class of products; (*norme d'efficacité énergétique*)

5

(3) The definition *dealer* in section 2 of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (b), by adding “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

10

(d) advertising, or offering or delivering for the purpose of sale or lease, energy-using products that the person has obtained directly or indirectly from a person engaged in the business of manufacturing or importing energy-using products or the agent or mandatary of such a person; (*fournisseur*)

15

(4) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

commercial entity means a person, other than a dealer, that uses an energy-using product for a commercial purpose; (*entité commerciale*)

20

label includes any label, mark, sign, device, imprint, stamp, brand, ticket or tag — whether physical or digital — that relates to an energy-using product; (*étiquette*)

3 The Act is amended by adding the following after section 2.1:

25

f) la conception de systèmes du matériel consommateur d'énergie ou de toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie;

g) le type d'énergie qu'ils utilisent;

h) leurs constitution et capacités technologiques. (*energy efficiency standard*)

5

(3) La définition de *fournisseur*, à l'article 2 de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) personne qui offre ou livre, en vue de leur vente ou location, des matériels consommateurs d'énergie qu'elle a obtenus, directement ou indirectement, auprès du fabricant ou de l'importateur ou de leur mandataire, ou qui en fait la publicité. (*dealer*)

10

(4) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

15

entité commerciale Toute personne, autre qu'un fournisseur, qui utilise du matériel consommateur d'énergie à des fins commerciales. (*commercial entity*)

20

étiquette Comprend les mentions, marques, labels, images ou signes physiques ou numériques se rapportant à un matériel consommateur d'énergie. (*label*)

3 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2.1, de ce qui suit :

25

Purpose of Act

Purpose

2.2 (1) The purpose of this Act is to

(a) promote energy efficiency and the responsible use of energy;

30

(b) encourage the transition to a low-carbon economy;

(c) stimulate innovation and competitiveness in relation to energy-using products, with a view to improving the quality of life in Canada;

35

(d) foster collaboration with Indigenous peoples;

(e) foster collaboration with provincial governments; and

Objet de la loi

Objet

2.2 (1) La présente loi a pour objet :

a) de promouvoir l'efficacité énergétique et l'utilisation responsable de l'énergie;

b) d'encourager la transition vers une économie à faibles émissions de carbone;

30

c) de stimuler l'innovation et la compétitivité en ce qui concerne les matériels consommateurs d'énergie de façon à améliorer la qualité de vie au Canada;

d) de favoriser la collaboration avec les peuples autochtones;

35

(f) foster international and interprovincial trade and commerce in energy-using products that contribute to energy efficiency.

e) de favoriser la collaboration avec les gouvernements provinciaux;

f) de favoriser le commerce international et interprovincial des matériels consommateurs d'énergie qui contribuent à l'efficacité énergétique.

5

Indigenous peoples

(2) For the purposes of paragraph (1)(d), **Indigenous peoples** has the meaning assigned by the definition *aboriginal peoples of Canada* in subsection 35(2) of the *Constitution Act, 1982*.

Peuples autochtones

(2) À l'alinéa (1)d), **peuples autochtones** s'entend au sens de *peuples autochtones du Canada*, au paragraphe 35(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

4 (1) Subsections 4(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

4 (1) Les paragraphes 4(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

10

Prohibition

4 (1) It is prohibited for a commercial entity to ship an energy-using product from one province to another or import an energy-using product and for a dealer to engage in any of those activities for a commercial purpose, unless

Interdiction

4 (1) Il est interdit à l'entité commerciale d'importer ou d'expédier d'une province à une autre du matériel consommateur d'énergie et au fournisseur d'exercer ces activités à des fins commerciales, à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

15

(a) the product complies with the applicable energy efficiency standards; and

a) le matériel est conforme aux normes d'efficacité énergétique applicables;

(b) the product's label complies with the regulations.

b) son étiquette est conforme aux règlements.

Tampering with label

(2) A person shall not, before an energy-using product is sold to the first retail purchaser or leased to the first lessee, remove, deface, obscure or alter that product's label.

Maintien de l'étiquette

(2) Il est interdit d'enlever, d'effacer, de modifier ou de maquiller l'étiquette de tout matériel consommateur d'énergie avant qu'il n'ait été vendu au détail ou loué pour la première fois.

20

(2) Subsection 4(3) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 4(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Le fournisseur ne contrevient pas à l'alinéa (1)b) si les conditions d'étiquetage sont remplies avant que lui-même ou son dépositaire ne se dessaisissent du matériel consommateur d'énergie.

Exception

(3) Le fournisseur ne contrevient pas à l'alinéa (1)b) si les conditions d'étiquetage sont remplies avant que lui-même ou son dépositaire ne se dessaisissent du matériel consommateur d'énergie.

25

5 (1) Subsection 5(1) of the Act is replaced by the following:

5 (1) Le paragraphe 5(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

30

Information to be provided

5 (1) Every dealer or commercial entity that ships or imports energy-using products as described in subsection 4(1) shall provide the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed time, with prescribed information respecting those products, including their energy efficiency and their shipment or importation.

Obligation de communiquer des renseignements

5 (1) Le fournisseur visé au paragraphe 4(1) ou l'entité commerciale visée à ce paragraphe communique au ministre, selon les modalités — notamment de temps et de forme — réglementaires, les renseignements réglementaires concernant le matériel consommateur d'énergie, notamment son efficacité énergétique, son expédition ou son importation.

35

(2) The portion of subsection 5(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exceptions

(2) A dealer or commercial entity is not required to provide prescribed information in respect of the energy efficiency of any particular energy-using products if the Minister is satisfied that

6 The Act is amended by adding the following after section 5:

Representations relating to energy-using products

5.1 A dealer who ships or imports energy-using products as described in subsection 4(1) shall not label or advertise those products in a manner that is false, misleading or deceptive or is likely to create an erroneous impression regarding their energy efficiency or regarding any information reported to the Minister under subsection 5(1).

7 Subsections 6(1) to (4) of the Act are replaced by the following:

Requirement — tests and information

6 (1) The Minister may, for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act, require any dealer or commercial entity that ships or imports energy-using products as described in subsection 4(1) to

(a) make available, at any place that the Minister may specify, the number of those products that the Minister considers to be reasonably necessary for that purpose;

(b) provide the Minister with any information or data necessary to examine or test those products and any calculation used to examine or test those products, as well as the results of any such examination or test; or

(c) provide the Minister with information about any computer software or digital modelling or simulation tool used to examine or test those products or, if the computer software or tool belongs to the dealer or commercial entity, provide access to that software or tool.

Compliance with request required

(1.1) A dealer or commercial entity shall comply with any request made under subsection (1) without delay.

(2) Le passage du paragraphe 5(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exceptions

(2) Cependant, ni l'un ni l'autre n'est tenu de communiquer les renseignements réglementaires concernant l'efficacité énergétique du matériel consommateur d'énergie si le ministre est convaincu, selon le cas :

6 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

Information fausse ou trompeuse

5.1 Il est interdit au fournisseur visé au paragraphe 4(1) d'étiqueter du matériel consommateur d'énergie — ou d'en faire la publicité — d'une manière fausse, trompeuse ou mensongère ou susceptible de créer une fausse impression quant à son efficacité énergétique ou quant aux renseignements communiqués au ministre conformément au paragraphe 5(1).

7 Les paragraphes 6(1) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Obligation — essais et renseignements

6 (1) Le ministre peut, à toute fin liée à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi, demander au fournisseur visé au paragraphe 4(1) et à l'entité commerciale visée à ce paragraphe :

a) de mettre à sa disposition, au lieu indiqué par lui, autant de matériels consommateurs d'énergie qu'il l'estime nécessaire à cette fin;

b) de lui communiquer les renseignements et les données nécessaires aux fins d'examen et d'essai de ces matériels, les calculs effectués pour l'examen ou l'essai de ces matériels et les résultats de cet examen ou essai;

c) de lui communiquer des renseignements concernant tout logiciel et tout outil numérique de modélisation ou de simulation utilisés lors de l'examen ou de l'essai de ces matériels et, si le logiciel ou l'outil appartient au fournisseur ou à l'entité commerciale, de lui en fournir l'accès.

Caractère obligatoire de la demande

(1.1) Le fournisseur et l'entité commerciale doivent obtenir sans délai la demande du ministre.

Testing

(2) The Minister may dismantle or examine — using any information or data provided to the Minister, or software or tool to which the Minister is provided access, under subsection (1) — any energy-using product made available under that subsection and conduct any tests on it that the Minister considers to be necessary to determine the product's energy efficiency.

Retention

(3) The Minister shall not retain any energy-using product made available under subsection (1) longer than the Minister considers to be necessary to verify compliance or prevent non-compliance with this Act unless the dealer or commercial entity consents to the further retention.

Seizure

(4) Despite subsection (3), an inspector may seize and detain any energy-using product that is made available under subsection (1) for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act.

8 Sections 7 and 8 of the Act are replaced by the following:

Retention of documents and records

7 Every dealer or commercial entity that is required by section 5 to provide the Minister with prescribed information shall keep, at their place of business or other prescribed place in Canada, documents and records sufficient to enable the Minister to verify the accuracy and completeness of the information provided.

Period of retention

8 Every dealer or commercial entity that is required by section 7 to keep documents and records shall, unless authorized by the Minister, retain each one of those documents or records for a period of six years after the day on which the Minister is provided with the prescribed information.

9 Subsection 9(1) of the Act is replaced by the following:

Designation

9 (1) The Minister may designate as an inspector for the purpose of verifying compliance or preventing non-compliance with this Act any individual or class of individuals who, in the opinion of the Minister, is qualified to be so designated.

Essais

(2) Le ministre peut démonter tout matériel consommateur d'énergie ainsi mis à sa disposition ou l'examiner à l'aide de renseignements qui lui ont été communiqués, de données qui lui ont été fournies ou de logiciel ou d'outils numériques de modélisation ou de simulation auxquels on lui a donné accès. Il peut aussi effectuer les essais qu'il estime nécessaires dans les circonstances pour déterminer son efficacité énergétique.

Rétention

(3) Le ministre ne peut retenir le matériel consommateur d'énergie au-delà de la période qu'il estime nécessaire à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi que si le fournisseur ou l'entité commerciale y consent.

Saisie

(4) Malgré le paragraphe (3), l'inspecteur peut saisir et retenir le matériel consommateur d'énergie à toute fin liée à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi.

8 Les articles 7 et 8 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Conservation des documents et dossiers

7 Les fournisseurs et les entités commerciales assujettis à l'obligation, prévue à l'article 5, de communiquer des renseignements doivent tenir à leur établissement ou en tout autre lieu du Canada désigné par règlement, des documents et dossiers suffisants pour permettre au ministre de vérifier l'exactitude et l'intégralité des renseignements communiqués.

Période de conservation

8 Ces fournisseurs et ces entités commerciales sont tenus, sauf autorisation à l'effet contraire du ministre, de conserver les documents et dossiers en cause pendant les six ans suivant la communication des renseignements.

9 Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Désignation

9 (1) Le ministre peut désigner — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie — tout individu qu'il estime compétent à titre d'inspecteur chargé de la vérification du respect ou de la prévention du non-respect de la présente loi.

10 (1) Subsections 10(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Inspection

10 (1) Subject to subsection (3), an inspector may, for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act, at any reasonable time enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds there is

(a) an activity that is regulated under this Act being conducted;

(b) an energy-using product that is subject to a requirement under this Act and that is owned by or is on the premises of a commercial entity that ships or imports energy-using products as described in subsection 4(1) or a dealer or a consignee of imported energy-using products; or

(c) any document or record required by section 7 to be kept.

Powers

(2) In carrying out an inspection of a place under subsection (1), an inspector may

(a) examine any energy-using product, or any other thing relevant to the verification of compliance or prevention of non-compliance with this Act, that is found in that place;

(b) open and examine any package or receptacle found in the place that the inspector believes on reasonable grounds contains an energy-using product;

(c) examine any document or record that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the verification of compliance or prevention of non-compliance with this Act and make copies of it or of extracts from it;

(d) conduct any tests or take any measurements;

(e) use or cause to be used any computer system at the place to examine any information contained in or available to the system that the inspector believes on reasonable grounds is relevant to the verification of compliance or prevention of non-compliance with this Act;

(f) reproduce any record or cause it to be reproduced from the information in the form of a printout or other intelligible output; and

10 (1) Les paragraphes 10(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Inspection

10 (1) À toute fin liée à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi, l'inspecteur peut, sous réserve du paragraphe (3), à toute heure convenable, procéder à la visite de tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence de l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) on y exerce une activité régie sous le régime de la présente loi;

b) on y trouve des matériels consommateurs d'énergie qui sont assujettis à une exigence prévue sous le régime de la présente loi et qui appartiennent à l'entité commerciale visée au paragraphe 4(1) ou à un fournisseur ou à un dépositaire de tels matériels importés, ou qui sont placés dans leurs locaux;

c) on y trouve des documents ou dossiers à tenir conformément à l'article 7.

Pouvoirs

(2) L'inspecteur peut, dès lors :

a) y examiner tout matériel consommateur d'énergie ou autre objet utile à toute fin visée au paragraphe (1);

b) y ouvrir et examiner tout emballage s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient un tel matériel;

c) examiner et reproduire en tout ou en partie les documents ou dossiers s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles à toute fin visée au paragraphe (1);

d) procéder à tous essais ou mesurages;

e) avoir recours à tout système informatique du lieu visité pour vérifier les renseignements que celui-ci contient ou auxquels il donne accès s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils sont utiles à toute fin visée au paragraphe (1);

f) à partir de ces renseignements, reproduire ou faire reproduire tout document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible;

g) emporter, pour examen ou reproduction, le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme.

(g) take a printout or other output for examination or copying.

Means of telecommunication

(2.1) For the purposes of subsection (1), the inspector is considered to have entered a place when accessing it remotely by a means of telecommunication.

Limitation — access by means of telecommunication

(2.2) An inspector who enters remotely, by a means of telecommunication, a place that is not accessible to the public shall do so with the knowledge of the owner or person in charge of the place and shall be remotely in the place for no longer than the period necessary for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act.

(2) Paragraph 10(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) entry to the dwelling-place is necessary for a purpose related to verifying compliance or preventing of non-compliance with this Act, and

(3) Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Means of telecommunication

(4.1) An application for a warrant may be submitted, and the warrant may be issued, by a means of telecommunication and section 487.1 of the *Criminal Code* applies for those purposes with any necessary modifications.

11 Subsection 11(1) of the Act is replaced by the following:

Seizure

11 (1) In the course of an inspection under section 10, an inspector may, for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act, seize and detain any energy-using product or other thing.

12 Subsection 12(1) of the Act is replaced by the following:

Assistance to inspectors

12 (1) The owner or person in charge of a place entered by an inspector under section 10, and every person present in that place, shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties and functions under this Act and shall provide the inspector with any information the inspector

Moyens de télécommunication

(2.1) Pour l'application du paragraphe (1), est considéré comme une visite d'un lieu le fait d'y accéder à distance par un moyen de télécommunication.

Limites au droit d'accès par moyen de télécommunication

(2.2) S'il accède à distance, par un moyen de télécommunication, à un lieu non accessible au public, l'inspecteur est tenu de veiller à ce que le propriétaire ou le responsable du lieu en ait connaissance et de limiter la durée de sa présence à distance à ce qui est nécessaire à toute fin visée au paragraphe (1).

(2) L'alinéa 10(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la visite est nécessaire à toute fin visée au paragraphe (1);

(3) L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Moyen de télécommunication

(4.1) La demande de mandat peut être présentée par un moyen de télécommunication et le mandat être décerné par l'un de ces moyens; l'article 487.1 du *Code criminel* s'applique alors avec les adaptations nécessaires.

11 Le paragraphe 11(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Saisie

11 (1) Lors de la visite, l'inspecteur peut, à toute fin liée à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi, saisir et retenir tout matériel consommateur d'énergie ou autre objet.

12 Le paragraphe 12(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Obligation d'assistance

12 (1) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 10, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui communiquer les renseignements qu'il peut valablement exiger à toute fin liée à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi.

may reasonably require for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act.

13 Section 18 of the Act is replaced by the following:

Interest as owner

18 (1) If a thing has been forfeited under section 15 or 16, or an energy-using product has been forfeited under section 17, any person who claims a right or an interest in the thing or product — other than a person convicted of the offence that resulted in the forfeiture, a person from whom the thing or product was seized or an importer whose energy-using product was forfeited under subsection 17(2) — may, within 30 days after the day on which the thing or product was seized, apply by notice in writing to the court for an order under subsection (4).

Fixing day for hearing

(2) The judge to whom the application is made shall fix a day that is not less than 30 days after the day of the filing of the application for the hearing of the application.

Notice

(3) The applicant shall serve a notice of the application and of the hearing of it on the Minister at least 15 days before the day fixed for the hearing.

Order — interest or right of applicant

(4) The judge to whom the application is made may make an order declaring that the interest or right of the applicant is not affected by the forfeiture and declaring the nature and the extent or value of the interest or right if the judge is satisfied that the applicant

(a) appears innocent of any complicity in any offence that resulted in the forfeiture of the thing or product or of any collusion in relation to such an offence; and

(b) exercised all reasonable care to be satisfied that the thing or product was not likely to have been used in connection with the contravention of a provision of this Act or the regulations by

(i) the person who was permitted by the applicant to obtain possession of the thing or product or from whom the applicant obtained possession of it,

(ii) the mortgagor or hypothecary debtor, if the applicant is a mortgagee or hypothecary creditor,

(iii) the person who is subject to the charge, if the applicant is a chargee,

13 L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Demande faite par un tiers

18 (1) En cas de confiscation effectuée en vertu des articles 15, 16 ou 17, toute personne — autre que celle qui a été déclarée coupable de l'infraction ayant entraîné la confiscation, le saisi ou l'importateur de qui un matériel consommateur d'énergie a été confisqué au titre du paragraphe 17(2) — qui prétend avoir un droit ou un intérêt sur un objet confisqué peut, dans les trente jours suivant la date de la confiscation, demander par écrit à un juge de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (4).

Date de l'audition

(2) Le juge saisi de la demande fixe la date de l'audition, laquelle doit être postérieure d'au moins trente jours à celle du dépôt de la demande.

Avis

(3) Le demandeur fait signifier un avis de sa demande et de la date d'audition au ministre au moins quinze jours avant celle-ci.

Ordonnance — droit ou intérêt du demandeur

(4) Le juge peut rendre une ordonnance portant que le droit ou l'intérêt du demandeur n'est pas modifié par la confiscation et précisant la nature et la portée ou la valeur de ce droit ou de cet intérêt s'il est convaincu que le demandeur :

a) d'une part, semble innocent de toute complicité ou collusion à l'égard de l'infraction qui a donné lieu à la confiscation;

b) d'autre part, a pris les précautions voulues pour s'assurer que l'objet en cause n'avait vraisemblablement pas servi à la contravention à une disposition de la présente loi et de ses règlements par, selon le cas :

(i) la personne à qui il avait permis d'en prendre possession ou de qui il en avait obtenu la possession,

(ii) dans le cas d'un créancier hypothécaire, le débiteur hypothécaire,

(iii) dans le cas d'un titulaire d'une charge, le débiteur assujéti à cette charge,

(iv) the person who is subject to the prior claim, if the applicant is the holder of a prior claim,

(v) the person who is subject to the lien, if the applicant is a lienholder, or

(vi) the giver of a security interest, if the applicant is the creditor in relation to the security interest. 5

(iv) dans le cas d'un titulaire d'une créance prioritaire, le débiteur assujéti à cette créance,

(v) dans le cas d'un titulaire d'un privilège, le débiteur assujéti à ce privilège,

(vi) dans le cas d'une sûreté sur un bien personnel, le débiteur assujéti à cette sûreté. 5

Appeal

(5) The applicant or the Minister may appeal to the court of appeal from an order made under subsection (4) and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a judge. 10

Appel

(5) Le demandeur ou le ministre peuvent interjeter appel devant la cour d'appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (4). L'exercice de ce droit ainsi que l'audition de l'appel et la décision en l'espèce suivent la procédure ordinaire en matière d'appel d'ordonnances ou de jugements d'un juge devant la cour d'appel. 10

Application to Minister

(6) The Minister shall, on application made to the Minister by any person who has obtained a final order under subsection (4), if the periods with respect to the taking of appeals from that order have expired or any appeal from that order taken under subsection (5) has been determined, direct that 15

(a) the thing or product to which the interest or right of the applicant relates be returned to the applicant; or

(b) an amount equal to the value of the interest or right of the applicant, as declared in the order, be paid to the applicant. 20

Demande au ministre

(6) À la demande de toute personne à l'égard de laquelle une ordonnance a été rendue en vertu du paragraphe (4) et lorsque les délais d'appel sont expirés ou que l'appel interjeté a été tranché, le ministre ordonne, selon le cas : 15

a) la restitution au demandeur de l'objet sur lequel porte son droit ou son intérêt;

b) le paiement au demandeur d'une somme égale à la valeur de son droit ou de son intérêt déclarée dans l'ordonnance. 20

Definitions

(7) The following definitions apply in this section.

court of appeal means, in the province in which an order under subsection (4) is made, the *court of appeal* for that province as defined in section 2 of the *Criminal Code*. (*cour d'appel*) 25

judge means

(a) in Ontario, a judge of the Superior Court of Justice; 30

(b) in Quebec, a judge of the Superior Court;

(c) in Nova Scotia, British Columbia, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Yukon and the Northwest Territories, a judge of the Supreme Court;

(d) in New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, a judge of the Court of King's Bench; and 35

(e) in Nunavut, a judge of the Nunavut Court of Justice. (*juge*)

Définitions

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

cour d'appel Dans la province où l'ordonnance prévue au paragraphe (4) est rendue, la *cour d'appel* de cette province, au sens de l'article 2 du *Code criminel*. (*court of appeal*) 25

juge

a) En Ontario, un juge de la Cour supérieure de justice; 30

b) au Québec, un juge de la Cour supérieure;

c) en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, un juge de la Cour suprême; 35

d) au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, un juge de la Cour du Banc du Roi;

14 Section 19 of the Act is replaced by the following:

Disclosure is not warranty

19 A disclosure relating to energy efficiency that is required to be made by a dealer or commercial entity under this Act in respect of tests conducted under this Act does not create an express or implied warranty by anyone, including His Majesty in right of Canada, that the energy efficiency established by those tests will be achieved under conditions of actual use.

15 (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) prescribing as an energy-using product any product or system, or class of products or systems, that is designed to operate using electricity, oil, natural gas or any other form or source of energy or that affects or controls energy consumption;

(2) Paragraphs 20(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) respecting the labelling of energy-using products or classes of energy-using products;

(d) providing for the testing of energy-using products to determine their energy efficiency, including through the use of software or of digital modelling or simulation tools;

(3) Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Market-driven averages

(3) Regulations made under paragraph (1)(b) may provide for the manner in which energy-using products or classes of energy-using products may conform to an energy efficiency standard, including through the use of market-driven averages.

16 (1) The definitions *harmonize* and *requirement* in subsection 20.1(1) of the Act are replaced by the following:

e) au Nunavut, un juge de la Cour de justice du Nunavut. (*judge*)

14 L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Absence de garantie

19 Les renseignements relatifs à l'efficacité énergétique que le fournisseur ou l'entité commerciale est tenu de communiquer aux termes de la présente loi à l'égard des essais effectués conformément à celle-ci ne constituent nullement une garantie, expresse ou implicite, de la part de qui que ce soit, y compris Sa Majesté du chef du Canada, du fait que l'efficacité énergétique déterminée lors de ces essais sera celle obtenue dans les conditions réelles d'utilisation.

15 (1) L'alinéa 20(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) désigner comme matériel consommateur d'énergie tout produit ou tout système — ou toute catégorie de produits ou de systèmes — qui est conçu pour fonctionner à l'électricité, au pétrole, au gaz naturel ou au moyen de toute autre forme ou source d'énergie ou qui régit la consommation d'énergie ou influe sur celle-ci;

(2) Les alinéas 20(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) régir l'étiquetage de tout matériel consommateur d'énergie ou toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie;

d) prévoir les essais à effectuer sur les matériels consommateurs d'énergie pour déterminer leur efficacité énergétique, y compris ceux qui sont effectués au moyen d'un logiciel ou d'un outil numérique de modélisation ou de simulation;

(3) L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Moyennes axées sur le marché

(3) Dans les règlements pris en vertu de l'alinéa (1)b), le gouverneur en conseil peut prévoir la manière dont tout matériel consommateur d'énergie ou toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie se conforment à une norme d'efficacité énergétique, y compris par l'utilisation de moyennes déterminées par le marché.

16 (1) Les définitions de *exigence* et *harmoniser*, au paragraphe 20.1(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

harmonize means, with respect to requirements in the regulations, to make them correspond substantively with the requirements of a jurisdiction or to adapt the requirements of a jurisdiction to the Canadian context. (*harmoniser*)

requirement means an energy efficiency standard or a requirement respecting labelling, testing or the provision of information. (*exigence*)

(2) Subsections 20.1(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Ministerial regulations

(2) The Minister may, by regulation, with respect to energy-using products or classes of energy-using products that are specified in regulations made by the Governor in Council under paragraph 25(c), amend regulations made under this Act by adding any requirement or by removing or modifying any requirement to harmonize the requirements in the regulations.

Clarification

(3) In exercising the power under subsection (2), the Minister may, among other things, prescribe as an energy-using product any product or system, or class of products or systems, that is designed to operate using electricity, oil, natural gas or energy in any other form or from any other source or that affects or controls energy consumption.

17 Section 20.2 of the Act is replaced by the following:

Definitions

20.2 (1) The following definitions apply in this section.

technical standards document means a document that is published in both official languages by the Minister and that adapts, combines or reproduces, in whole or in part, documents that are produced by jurisdictions, standards development organizations or industry associations and that, for energy-using products or classes of energy-using products, set out requirements or guidance related to those requirements. The adaptations may include modifications to the content of the originating document. (*document de normes techniques*)

regulatory reference document means a document that is published in both official languages by the Minister and that relates to

- (a) the labelling of an energy-using product or class of energy-using products;

exigence Norme d'efficacité énergétique ou une exigence relative aux essais, à l'étiquetage ou à la communication de renseignements. (*requirement*)

harmoniser Relativement à des exigences prévues dans les règlements, le fait de les faire correspondre sur le fond aux exigences d'une instance ou le fait d'adapter les exigences d'une instance au contexte canadien. (*harmonize*)

(2) Les paragraphes 20.1(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Règlements ministériels

(2) Le ministre peut, par règlement — à l'égard de tout matériel consommateur d'énergie ou de toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie, désignés par règlement du gouverneur en conseil au titre de l'alinéa 25c) — modifier des règlements pris en vertu de la présente loi, par l'ajout, le retrait ou la modification d'exigences prévues dans ces règlements pour les harmoniser.

Précision

(3) Dans l'exercice du pouvoir que lui confère le paragraphe (2), le ministre peut notamment désigner comme matériel consommateur d'énergie tout produit ou tout système — ou toute catégorie de produits ou de systèmes — qui est conçu pour fonctionner à l'électricité, au pétrole, au gaz naturel ou au moyen de toute autre forme ou source d'énergie ou qui régit la consommation d'énergie ou influe sur celle-ci.

17 L'article 20.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définitions

20.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article :

document de normes techniques Document, publié par le ministre, qui, dans les deux langues officielles, reproduit, combine ou adapte, en tout ou en partie, des documents produits par des instances, des organismes de normalisation ou des associations du secteur et qui prévoient, à l'égard de matériels consommateurs d'énergie, ou toute catégorie de ceux-ci, des exigences ou des indications liées à celles-ci. L'adaptation du document d'origine se fait notamment par modification de son contenu. (*technical standards document*)

document réglementaire de référence Document qui est publié par le ministre dans les deux langues officielles et qui porte sur l'un des sujets suivants :

(b) a technical guideline or technical standard applicable to an energy-using product or class of energy-using products;

(c) a technical testing standard applicable to an energy-using product or class of energy using products that may not be found in any jurisdiction; 5

(d) a regulation made under paragraph 25(a); or

(e) an order made under section 25.1 or subsection 25.2(1), (6) or (7). (*document réglementaire de référence*) 10

a) l'étiquetage du matériel consommateur d'énergie ou d'une catégorie de matériels consommateurs d'énergie;

b) les lignes directrices et les normes techniques qui s'appliquent aux matériels consommateurs d'énergie ou à toute catégorie de ceux-ci; 5

c) une norme relative aux essais qui ne se retrouve dans aucune instance et qui est applicable aux matériels consommateurs d'énergie ou à toute catégorie de ceux-ci; 10

d) un règlement pris en vertu de l'alinéa 25a);

e) un arrêté pris en vertu de l'article 25.1 ou des paragraphes 25.2(1), (6) ou (7). (*regulatory reference document*)

Incorporation of documents

(2) Regulations made under any of paragraphs 20(1)(a) to (d) and 25(a) and (b) and subsection 20.1(2) may incorporate by reference, in whole or in part, a technical standards document or regulatory reference document, as it is amended from time to time. 15

18 The heading of Part II of the Act is replaced by the following:

Promotion of Energy Efficiency and Emerging Energy Sources

19 (1) The portion of section 21 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following: 20

Powers of Minister

21 The Minister may, for the purpose of promoting the efficient and responsible use of energy, the transition from the production, distribution and consumption of certain types of energy to the production, distribution and consumption of other types of energy with the aim of accelerating energy efficiency and the use of emerging energy sources, 25

(2) Paragraph 21(e) of the Act is replaced by the following: 30

(e) undertake any other projects, programs and activities that, in the Minister's opinion, advance those purposes.

Incorporation par renvoi

(2) Peut être incorporé par renvoi dans les règlements pris en vertu des alinéas 20(1)a) à d) ou 25a) ou b) ou du paragraphe 20.1(2) tout ou partie d'un document de normes techniques ou d'un document réglementaire de référence, avec leurs modifications successives. 15

18 Le titre de la partie II de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

Promotion de l'efficacité énergétique et des énergies émergentes

19 (1) Le passage de l'article 21 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 25

Pouvoirs du ministre

21 Afin de promouvoir l'efficacité énergétique, l'utilisation responsable de l'énergie, la transition de la production, de la distribution et de la consommation de certains types d'énergie vers celles d'autres types d'énergie dans le but d'accélérer l'efficacité énergétique et l'utilisation d'énergies émergentes, le ministre peut : 30

(2) L'alinéa 21e) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

e) entreprendre tous programmes, opérations ou activités qu'il estime utiles à ces fins.

20 Section 22 of the Act is replaced by the following:

Regulations

22 (1) The Governor in Council may make regulations requiring a prescribed individual or entity to file with the Minister, in the prescribed form and manner, at the prescribed time and for each prescribed reporting period, a report setting out prescribed statistics and information respecting

(a) the value, quantity, type and use of energy, in any form and from any source, purchased, consumed, transferred or sold by that individual or entity, including statistics and information respecting the value, quantity, type and use of energy that has been purchased from or transferred or sold to a third party;

(b) the expenditures of that individual or entity on the research, development, acquisition and operation of energy-using equipment and related technology;

(c) the sales of prescribed energy-using products or classes of energy-using products by that individual or entity, including the revenue from, and geographic distribution of, the sales;

(d) energy management systems;

(e) the expenditures of that individual or entity in relation to the acquisition and operation of an energy-using system;

(f) the use of energy management standards;

(g) the information collected by a smart energy device;

(h) any information related to service provision, energy and distribution systems and energy generation, storage and demand;

(i) the operation and performance of energy systems; and

(j) the type, form, source and quality of alternative fuel production.

Definition of *entity*

(2) In this section, **entity** means a corporation or a trust, partnership, fund, joint venture or any other unincorporated association or organization.

20 L'article 22 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Règlements

22 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, obliger toute personne physique ou entité ainsi désignées à déposer auprès du ministre, en la forme, selon les modalités — de temps ou autres — et pour chacune des périodes réglementaires, un rapport contenant des statistiques et renseignements déterminés touchant :

a) l'usage, la quantité, la nature et la valeur de l'énergie, de toute forme ou de quelconque source, qu'elles ont achetée, consommée, transférée ou vendue, y compris les statistiques et renseignements touchant l'usage, la quantité, la nature et la valeur de l'énergie qui a été achetée d'un tiers, transférée à celui-ci ou vendue à celui-ci;

b) les dépenses qu'elles ont consacrées aux activités de recherche et développement concernant les matériels consommateurs d'énergie et la technologie connexe, ainsi qu'à leur acquisition et à leur utilisation;

c) les ventes de matériels consommateurs d'énergie ou de toute catégorie de ceux-ci qu'elles ont effectuées, y compris les recettes et la répartition géographique de ces ventes;

d) les systèmes de gestion de l'énergie;

e) les dépenses qu'elles ont consacrées à l'acquisition et à l'exploitation d'un système de consommation d'énergie;

f) l'utilisation de normes de gestion de l'énergie;

g) les renseignements recueillis par les dispositifs énergétiques intelligents;

h) les renseignements relatifs à la fourniture de services, aux systèmes énergétiques ou de distribution, ainsi qu'à la demande en énergie et la production et le stockage de celle-ci;

i) l'exploitation et la performance des systèmes énergétiques;

j) le type, la forme, la source et la qualité de la production de carburant de substitution.

Définition de *entité*

(2) Au présent article, **entité** s'entend de toute personne morale, de toute fiducie, de toute société de personnes, de tout fonds, de toute coentreprise ou de toute autre as-

21 The portion of subsection 23(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Privileged information

(2) Except as provided in section 24, the statistics and information filed with the Minister under regulations made under subsection 22(1) are privileged and no official or authorized person shall knowingly

22 The Act is amended by adding the following after section 25:

Exemptions

Order — six months

25.1 The Minister may, by order and subject to any conditions that the Minister considers appropriate, exempt, for a period of not more than six months, any person or energy-using product, or class of persons or energy-using products, from the application of any provision of this Act or any provision of a regulation made under this Act if the Minister is of the opinion that immediate action is required to

(a) *harmonize*, as defined in subsection 20.1(1), the regulations made under this Act;

(b) correct an error in the regulations made under this Act;

(c) waive any requirement related to the provision of information or labelling set out in the regulations made under this Act; or

(d) address any exceptional circumstance that may arise.

Order — three years

25.2 (1) The Minister may, by order and subject to any conditions that the Minister considers appropriate, exempt, for a specified validity period of not more than three years, any person or energy-using product, or class of persons or energy-using products, from the application of any provision of this Act or any provision of a regulation made under this Act if the Minister is of the opinion that

(a) the exemption is in the public interest and would enable the testing of, among other things, a product,

sociation ou organisation non dotée de la personnalité morale.

21 Le passage du paragraphe 23(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Renseignements protégés : interdiction

(2) Sous réserve de l'article 24, les statistiques et renseignements contenus dans un rapport déposé en vertu du paragraphe 22(1) sont protégés. Ni le fonctionnaire ni la personne autorisée ne peuvent, en connaissance de cause :

22 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 25, de ce qui suit :

Exemptions

Arrêté — six mois

25.1 Le ministre peut, par arrêté, aux conditions qu'il estime indiquées et pour une période n'excédant pas six mois, exempter toute personne ou toute catégorie de personnes, ou tout matériel consommateur d'énergie ou toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie, de l'application de toute disposition de la présente loi ou de ses règlements s'il est d'avis qu'une intervention immédiate est nécessaire pour accomplir l'une ou l'autre des actions suivantes :

a) *harmoniser*, au sens du paragraphe 20.1(1), des règlements pris en vertu de la présente loi;

b) corriger une erreur dans les règlements pris en vertu de la présente loi;

c) exempter de l'application d'une exigence en matière de communication de renseignements ou d'étiquetage prévue dans un règlement pris en vertu de la présente loi;

d) répondre à des circonstances exceptionnelles.

Arrêté — trois ans

25.2 (1) Le ministre peut, par arrêté, aux conditions qu'il estime indiquées et pour une période de validité d'au plus trois ans qu'il précise, exempter tout matériel consommateur d'énergie ou toutes catégories de personnes ou de matériels consommateurs d'énergie de l'application de toute disposition de la présente loi ou de ses règlements s'il est d'avis que, à la fois :

a) l'exemption est dans l'intérêt public et permettrait de mettre à l'essai, entre autres, un produit, un service, un procédé, une procédure ou une mesure régle-

service, process, procedure or regulatory measure with the aim of facilitating the design or administration of a regulatory regime in order to stimulate innovation, competitiveness or economic growth;

(b) the benefits associated with exemption outweigh the risks associated with the exemption; 5

(c) sufficient resources exist and appropriate measures will be taken to maintain oversight of the testing, manage any risks associated with the exemption and protect public health or safety or the environment; and 10

(d) the implementation plan submitted under subsection (3) is feasible.

Application

(2) A person may, in the form and manner specified by the Minister, apply to the Minister for an exemption referred to in subsection (1). 15

Implementation plan

(3) A person who submits an application for an exemption shall include in that application an implementation plan.

Information

(4) The Minister may, on receiving the application, require the person who submits an application to provide any information that is necessary for the Minister to process and assess the application. 20

Confidential information

(5) For the purposes of subsection 25.3(2), any of the following information may be designated as confidential by the person who submits it to the Minister under any of subsections (2) to (4) or by the person to whose business or affairs it relates: 25

(a) information that is a trade secret;

(b) financial, commercial, scientific or technical information that is confidential and that is treated consistently in a confidential manner by the person who submitted it or by the person to whose business or affairs it relates. 30

Extension

(6) The Minister may, by order and subject to any conditions that the Minister considers appropriate, extend the validity period of an exemption for a total period not exceeding six years. 35

mentaire dans le but de faciliter la conception ou l'administration d'un régime réglementaire et d'ainsi stimuler l'innovation, la compétitivité ou la croissance économique;

b) les avantages y associés l'emportent sur les risques; 5

c) les ressources sont suffisantes et que des mesures appropriées seront prises pour assurer la surveillance de la mise à l'essai, gérer les risques associés à l'exemption et protéger la santé et la sécurité publiques et l'environnement; 10

d) le plan de mise en œuvre présenté en application du paragraphe (3) est réalisable.

Demande

(2) Toute personne peut, selon les modalités précisées par le ministre, lui présenter une demande afin d'obtenir une exemption visée au paragraphe (1). 15

Plan de mise en œuvre

(3) Le demandeur est tenu de joindre à sa demande un plan de mise en œuvre.

Renseignements

(4) À la réception de la demande, le ministre peut exiger du demandeur les renseignements dont il a besoin pour la traiter et l'évaluer. 20

Renseignements confidentiels

(5) Pour l'application du paragraphe 25.3(2), les renseignements ci-après peuvent être désignés comme confidentiels par la personne qui les fournit au ministre au titre de l'un des paragraphes (2) à (4) ou par la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements : 25

a) les secrets industriels;

b) les renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques qui sont confidentiels et qui sont traités comme tels de façon constante par la personne qui les fournit ou par la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements. 30

Prolongation

(6) Le ministre peut, par arrêté et aux conditions qu'il estime indiquées, prolonger la période de validité de l'exemption, la période totale ne pouvant toutefois excéder six ans. 35

Revocation, amendment or suspension

(7) The Minister may, by order, revoke or amend any order made under subsection (1), or suspend its application in whole or in part, if the Minister is of the opinion that

- (a) the exemption is no longer in the public interest;
- (b) the benefits associated with the exemption no longer outweigh the risks associated with the exemption; 5
- (c) the management of the risks associated with the exemption is not adequate;
- (d) the revocation, amendment or suspension is necessary to protect public health or safety or the environment; 10
- (e) a condition specified by the Minister under subsection (1) or (6) has not been met; or
- (f) a prescribed circumstance exists. 15

Publication

25.3 (1) The Minister shall, as soon as feasible, publish on the website of the Department of Natural Resources any order made under section 25.1 or subsection 25.2(1), (6) or (7), as well as

- (a) a description of the decision-making process and a summary of the reasons for the order; and 20
- (b) a description of the process by which an interested party may provide comments or information to, or seek information from, the Minister in relation to the order. 25

Restriction

(2) If a person designates information as confidential under subsection 25.2(5) and the designation is not withdrawn by that person, the Minister shall not publish that information.

Statutory Instruments Act

25.4 The *Statutory Instruments Act* does not apply to an order made under section 25.1 or subsection 25.2(1), (6) or (7). 30

Incorporation by reference

25.5 An order made under section 25.1 or subsection 25.2(1), (6) or (7) may incorporate by reference any document, including a *technical standards document*, as defined in subsection 20.2(1), or a *regulatory reference document*, as defined in that subsection, regardless of its 35

Révocation, modification ou suspension

(7) Il ne peut, par arrêté, modifier ou révoquer un arrêté pris en vertu du paragraphe (1) ou suspendre son application en tout ou en partie que s'il est d'avis que, selon le cas :

- a) l'exemption n'est plus dans l'intérêt public; 5
- b) les avantages associés à l'exemption ne l'emportent plus sur les risques;
- c) les risques ne sont pas gérés de manière adéquate;
- d) la modification, la révocation ou la suspension est nécessaire pour protéger la santé ou la sécurité publiques ou l'environnement; 10
- e) une des conditions précisées par le ministre en vertu des paragraphes (1) ou (6) n'a pas été respectée;
- f) une circonstance prévue par règlement s'applique.

Publication

25.3 (1) Dès que possible, le ministre publie, sur le site Web du ministère des Ressources naturelles, chaque arrêté pris en vertu de l'article 25.1 ou des paragraphes 25.2(1), (6) ou (7), ainsi que les renseignements suivants : 15

- a) une description du processus de décision et un résumé des motifs pour la prise de l'arrêté; 20
- b) une description du processus par lequel tout intéressé peut présenter au ministre des commentaires au sujet de l'arrêté, lui fournir des renseignements à ce sujet ou lui demander des renseignements à ce sujet.

Restriction

(2) Si la personne a désigné des renseignements comme confidentiels aux termes du paragraphe 25.2(5) et n'a pas renoncé au caractère confidentiel de ceux-ci, le ministre ne peut les publier. 25

Loi sur les textes réglementaires

25.4 La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux arrêtés pris en vertu de l'article 25.1 ou des paragraphes 25.2(1), (6) ou (7). 30

Incorporation par renvoi

25.5 Les arrêtés pris en vertu de l'article 25.1 ou des paragraphes 25.2(1), (6) ou (7) peuvent incorporer par renvoi tout document — notamment un *document de normes techniques*, au sens du paragraphe 20.2(1), ou un *document réglementaire de référence*, au sens de ce paragraphe — indépendamment de sa source, soit 35

source, either as it exists on a particular date or as it is amended from time to time.

Cost recovery

25.6 (1) The Minister may recover any costs associated with the processing and assessing of an application under subsection 25.2(2) and may refuse to grant the exemption requested until those costs are recovered from the applicant. The Minister may also recover any costs associated with the administration of an order made under subsection 25.2(1), (6) or (7).

Service Fees Act

(2) The *Service Fees Act* does not apply to costs recovered by the Minister under subsection (1).

Exemptions under other Acts

25.7 For greater certainty, the power to make an order under section 25.1 or subsection 25.2(1), (6) or (7) does not preclude or limit the exercise of a power to exempt under another Act of Parliament and vice versa.

Corrective Measures

Power

26 (1) The Minister may order a dealer, or a commercial entity that ships or imports energy-using products as described in subsection 4(1), to take any measure referred to in subsection (2) in order to cease or refrain from committing an alleged contravention of a provision of this Act or the regulations if

(a) the Minister has reasonable grounds to believe that an energy-using product is being or has been shipped from one province to another or imported in contravention of a provision of this Act or the regulations; or

(b) the dealer or commercial entity has not complied with an order or request to make available to the Minister an energy-using product or to provide information or data or access to software or digital modelling or simulation tools to the Minister for the purposes of verifying whether an energy-using product complies with the requirements under this Act.

Measures

(2) The measures are the following:

dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.

Recouvrement

25.6 (1) Le ministre peut recouvrer les coûts afférents au traitement et à l'évaluation d'une demande visée au paragraphe 25.2(2) et peut refuser d'accorder l'exemption demandée jusqu'à ce que les coûts soient recouvrés. Il peut aussi recouvrer les coûts liés à l'administration de l'arrêté pris en vertu des paragraphes 25.2(1), (6) ou (7).

Loi sur les frais de service

(2) La *Loi sur les frais de service* ne s'applique pas aux coûts recouvrés par le ministre aux termes du paragraphe (1).

Exemption en vertu d'une autre loi

25.7 Il est entendu que le pouvoir de prendre un arrêté prévu à l'article 25.1 ou aux paragraphes 25.2(1), (6) ou (7) n'empêche ni ne limite l'exercice de tout pouvoir d'exemption prévu sous le régime de toute autre loi fédérale, et vice versa.

Mesures correctives

Pouvoir

26 (1) Le ministre peut, dans l'un ou l'autre des cas suivants, ordonner à un fournisseur ou à une entité commerciale visée par le paragraphe 4(1) de prendre les mesures prévues au paragraphe (2) pour qu'ils mettent fin à la contravention d'une disposition de la présente loi ou de ses règlements qu'ils auraient commise ou pour qu'ils évitent de la commettre :

a) le ministre a des motifs raisonnables de croire que du matériel consommateur d'énergie est ou a été importé ou expédié d'une province à une autre en contravention de la présente loi ou de ses règlements;

b) le fournisseur ou l'entité commerciale est en défaut de se conformer à un ordre ou une demande de mettre à la disposition du ministre du matériel consommateur d'énergie, de lui communiquer des renseignements ou de lui fournir des données ou un accès à tout logiciel ou outil numérique de modélisation ou de simulation afin que celui-ci puisse vérifier si le matériel consommateur d'énergie est conforme aux exigences prévues sous le régime de la présente loi.

Mesures

(2) Les mesures correctives sont les suivantes :

(a) stopping, or causing to be stopped, the importation, shipping from one province to another, labelling, selling, advertising or testing of the energy-using product; or

(b) any other measure that the Minister considers necessary to fulfill the purpose set out in subsection (1). 5

Notice

(3) The order shall be provided in the form of a written notice and shall include

(a) a statement of the reasons for the measure; and 10

(b) the time and manner in which the measure is to be carried out.

Failure to comply

(4) If the dealer or commercial entity does not comply with the order within the time specified, the Minister may, on the Minister's own initiative and at that dealer's or commercial entity's expense, carry out the measure required. 15

Publication

(5) For the purpose of encouraging compliance with this Act, the Minister may publish, as the Minister sees fit, the names of any dealer or commercial entity, or a description of any energy-using product, that is the subject of an order made under subsection (1). 20

Designation

(6) The Minister may designate any individual or class of individuals to exercise the powers and perform the functions set out in this section. 25

Review

Review officer

26.1 The Minister may designate any individual or a class of individuals as review officers for the purpose of reviewing orders under section 26.2.

Request for review

26.2 (1) Subject to any other provision of this section, an order that is made under subsection 26(1) is to be reviewed on the written request of the dealer or commercial entity that was ordered to take any measure under that subsection — but only on grounds that involve questions of fact alone or questions of mixed law and fact — 30 35

a) cesser l'importation du matériel consommateur d'énergie, son expédition d'une province à une autre, son étiquetage, sa vente, la publicité qui s'y rapporte ou son essai, ou faire cesser ces activités;

b) prendre toute mesure que le ministre estime nécessaire aux fins prévues au paragraphe (1). 5

Avis

(3) L'ordre est communiqué sous forme d'avis écrit précisant les motifs ainsi que le délai et les modalités d'exécution.

Défaut de se conformer

(4) Si le fournisseur ou l'entité commerciale ne se conforme pas à l'ordre dans le délai imparti, le ministre peut, de sa propre initiative, prendre la mesure en cause aux frais du fournisseur ou de l'entité commerciale. 10 15

Publication

(5) Le ministre peut, afin d'encourager le respect de la présente loi, publier de la manière qu'il estime appropriée le nom de tout fournisseur ou de toute entité commerciale faisant l'objet de l'ordre visé au paragraphe (1) ou une description de tout matériel consommateur d'énergie faisant l'objet d'un tel ordre. 15

Désignation

(6) Il peut désigner tout individu — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie — pour exercer les attributions prévues au présent article. 20 25

Révision

Réviseurs

26.1 Le ministre peut désigner tout individu — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie — à titre de réviseur pour qu'il procède aux révisions prévues à l'article 26.2. 25 30

Demande de révision

26.2 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, l'ordre donné en vertu du paragraphe 26(1) ne peut être révisé que sur des questions de fait ou des questions mixtes de fait et de droit, et ce, par un réviseur — autre que l'individu qui l'a donné — sur demande écrite du fournisseur ou de l'entité commerciale faisant l'objet de l'ordre. 30 35

by a review officer other than the individual who made the order.

Contents of request

(2) The request shall state the grounds for review and set out the evidence — including evidence that was not considered by the individual who made the order — that supports those grounds and the decision that is sought. The request shall be provided to the Minister within seven days after the day on which the order was provided. 5

No authority to review

(3) The review is not to be conducted if the request does not comply with subsection (2) or is frivolous, vexatious or not made in good faith. 10

Reasons for refusal

(4) The person who made the request shall, without delay, be notified in writing of the reasons for not conducting the review.

Review initiated by review officer

(5) A review officer — other than the individual who made the order — may review an order, whether or not a request is made under subsection (1). 15

Order in effect

(6) An order continues to apply during a review unless the review officer decides otherwise.

Completion of review

(7) A review officer shall complete the review no later than 30 days after the day on which the request is submitted to the Minister. 20

Extension of period for review

(8) The review officer may extend the review period by no more than 30 days if they are of the opinion that more time is required to complete the review. They may extend the review period more than once. 25

Reasons for extension

(9) If the review period is extended, the person who made the request shall, without delay, be notified in writing of the reasons for extending it.

Decision on completion of review

(10) On completion of a review, the review officer shall confirm, amend, revoke or cancel the order. 30

Contenu de la demande

(2) La demande est motivée, elle énonce les éléments de preuve à son appui — notamment les faits n'ayant pas été pris en considération par l'individu qui a donné l'ordre — ainsi que la décision demandée et elle est déposée auprès du ministre dans les sept jours suivant la date de la communication de l'ordre. 5

Refus

(3) La révision est refusée si la demande ne satisfait pas au paragraphe (2) ou si elle est frivole, vexatoire ou entachée de mauvaise foi.

Motifs du refus

(4) Le refus est communiqué sans délai par écrit au demandeur, motifs à l'appui. 10

Révision à l'initiative du réviseur

(5) Tout réviseur — autre que l'individu qui a donné l'ordre — peut procéder à la révision même en l'absence d'une demande faite au titre du paragraphe (1).

Absence de suspension

(6) À moins que le réviseur n'en décide autrement, la révision n'a pas pour effet de suspendre la mise en œuvre de l'ordre. 15

Délai de la révision

(7) Le réviseur termine la révision dans les trente jours suivant la date à laquelle la demande a été déposée.

Prolongation

(8) Il pourra toutefois prolonger le délai de révision d'au plus trente jours s'il estime qu'il ne pourra terminer la révision dans le délai prévu. Le délai peut être prolongé plus d'une fois. 20

Motifs écrits

(9) La prolongation est communiquée sans délai par écrit au demandeur, motifs à l'appui. 25

Issue de la révision

(10) Au terme de la révision, le réviseur confirme, modifie, révoque ou annule l'ordre.

Notice

(11) The person who made the request shall, without delay, be notified in writing of the reasons for the reviewer's decision under subsection (10).

Effect of amendment

(12) An order that is amended is subject to review under this section.

Information Sharing

Agreements and arrangements

26.3 (1) The Minister may, for a purpose related to verifying compliance or preventing non-compliance with this Act, enter into an agreement or arrangement respecting the sharing of information with the government of a foreign state, a political subdivision of that state or any of its agencies or agents or mandataries, or with an intergovernmental organization, whether or not established by treaty, of which two or more states are members.

Disclosure of personal information

(2) *Personal information*, as defined in section 3 of the *Privacy Act*, shall not be disclosed under subsection (1) unless

(a) the disclosure is in the interest of public health, public safety or the protection of the environment; and

(b) the public interest in the disclosure clearly outweighs in importance any damage to the privacy, reputation or human dignity of any individual that may result from the disclosure.

Protection from civil proceeding or prosecution

(3) Despite any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against the Minister, or against any person acting on behalf of or under the direction of the Minister, and no proceedings lie against the Crown for the disclosure in good faith of any information under this section or for any consequences that flow from that disclosure.

Enforcement Officers

Designation

26.4 (1) The Minister may designate as an enforcement officer for the purposes of the enforcement of this Act any individual or a class of individuals who, in the opinion of the Minister, is qualified to be so designated.

Avis écrit

(11) Un avis écrit et motivé de la décision est communiqué sans délai au demandeur.

Effet de la modification

(12) L'ordre modifié par la décision est susceptible de révision conformément au présent article.

Échange d'information

Conventions, ententes ou autres accords

26.3 (1) Le ministre peut, à toute fin liée à la vérification du respect ou à la prévention du non-respect de la présente loi, conclure des conventions, ententes ou autres accords d'échange d'information avec le gouvernement d'un État étranger, une subdivision politique de cet État ou l'un de ses organismes ou mandataires ou avec une organisation intergouvernementale formée de plusieurs États, constituée ou non par traité.

Communication de renseignements personnels

(2) Les *renseignements personnels*, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, ne peuvent être communiqués en vertu du paragraphe (1) que si :

a) d'une part, leur communication est dans l'intérêt de la santé ou de la sécurité publiques ou de la protection de l'environnement;

b) d'autre part, cet intérêt l'emporte clairement sur le préjudice causé à la vie privée, la réputation ou la dignité de toute personne.

Immunité

(3) Malgré toute autre loi fédérale, le ministre et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne bénéficie de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle de renseignements faite de bonne foi dans le cadre du présent article ainsi que pour les conséquences qui en découlent.

Agents de l'autorité

Désignation

26.4 (1) Le ministre peut désigner — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie — toute personne qu'il estime compétente à titre d'agent de l'autorité pour le contrôle d'application de la présente loi.

Certificate

(2) The Minister shall furnish every enforcement officer with a certificate of designation as an enforcement officer and, on exercising any power vested in the enforcement officer by this Act, an enforcement officer shall, if so required, produce the certificate to any person in authority who is affected by that exercise. 5

23 (1) Paragraphs 27(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding \$250,000 and, for a subsequent offence, to a fine not exceeding \$500,000; or 10

(b) is guilty of an indictable offence and liable, for a first offence, to a fine not exceeding \$2,000,000 and, for a subsequent offence, to a fine not exceeding \$5,000,000. 15

(2) Subsections 27(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Offence — other provisions

(2) Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations made under this Act, other than subsection 4(1), is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding \$500,000 and, for a subsequent offence, to a fine not exceeding \$1,000,000. 20

Offence — false or misleading statements

(3) Every person who, in purported compliance with this Act or the regulations, submits any report, statistic, information, document or record, makes any statement or answers any question knowing that the report, statistic, information, document, record, statement or answer is false or misleading, or misrepresents or fails to disclose a material fact, is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, for a first offence, to a fine not exceeding \$500,000 and, for a subsequent offence, to a fine not exceeding \$1,000,000. 30

24 The Act is amended by adding the following after section 30: 35

Due diligence defence

30.1 A person is not to be found guilty of an offence under subsection 27(1) or (2) or section 35, other than for a contravention of subsection 12(2) or 23(2), if they establish that they exercised due diligence to prevent the commission of the offence. 40

Certificat

(2) Le ministre remet à chaque agent un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, à tout responsable concerné par l'exercice d'un pouvoir qui lui est attribué par la présente loi.

23 (1) Les alinéas 27(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 5

a) par procédure sommaire, pour la première infraction, une amende maximale de deux cent cinquante mille dollars et, en cas de récidive, une amende maximale de cinq cent mille dollars; 10

b) par mise en accusation, pour la première infraction, une amende maximale de deux millions de dollars et, en cas de récidive, une amende maximale de cinq millions de dollars.

(2) Les paragraphes 27(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 15

Infractions — autres dispositions

(2) Quiconque contrevient à toute disposition de la présente loi, autre que le paragraphe 4(1), et de ses règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, pour la première infraction, une amende maximale de cinq cent mille dollars et, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars. 20

Infraction — information fausse ou trompeuse

(3) Quiconque, censément pour se conformer aux obligations imposées par la présente loi ou ses règlements, produit un rapport, des statistiques, un renseignement, un document ou un dossier, fait une déclaration ou donne une réponse en sachant que l'information est fausse ou trompeuse ou représente faussement ou omet de déclarer un fait important commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, pour la première infraction, une amende maximale de cinq cent mille dollars et, en cas de récidive, une amende maximale d'un million de dollars. 30

24 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30, de ce qui suit : 35

Disculpation — précautions voulues

30.1 Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue aux paragraphes 27(1) ou (2) ou à l'article 35, sauf pour une contravention aux paragraphes 12(2) ou 23(2), s'il prouve qu'il a pris toutes les précautions voulues pour prévenir sa perpétration. 40

25 The heading before section 36 and sections 36 to 38 of the Act are replaced by the following:

Default of payment

36 If an individual is convicted of an offence under this Act, no imprisonment may be imposed in default of payment of any fine imposed as punishment.

5

Administrative Monetary Penalties

Powers of Minister

Powers

37 The Minister may designate any individual or class of individuals who are authorized to issue notices of violation and establish, in respect of each violation, a short-form description to be used in notices of violation.

10

Violation

Violation

38 Every person who contravenes a provision of this Act or the regulations commits a violation and is liable to a penalty established in accordance with the regulations.

15

Purpose of penalty

39 (1) The purpose of a penalty is to promote compliance with this Act and not to punish.

Maximum penalty

(2) The maximum penalty for a violation is \$5,000, in the case of an individual, and \$25,000, in any other case.

Proceedings

Notice of violation

40 (1) An individual who is authorized to issue notices of violation may, if they believe on reasonable grounds that a person has committed a violation, issue a notice of violation and cause it to be served on the person. The notice of violation shall name the person, identify the violation and set out

25

(a) the penalty for the violation that the person is liable to pay;

(b) the particulars concerning the time and manner of payment of the penalty; and

30

25 L'intertitre précédant l'article 36 et les articles 36 à 38 de la même loi sont remplacés par :

Défaut de paiement

36 La peine d'emprisonnement est exclue en cas de défaut de paiement de l'amende infligée pour infraction à la présente loi.

5

Sanctions administratives pécuniaires

Pouvoirs du ministre

Pouvoirs

37 Le ministre peut désigner — à titre individuel ou au titre de leur appartenance à une catégorie — les agents verbalisateurs et établir le sommaire caractérisant la violation dans les procès-verbaux.

10

Violation

Violation

38 Commet une violation pour laquelle elle s'expose à la sanction établie conformément aux règlements la personne qui contrevient à une disposition de la présente loi ou de ses règlements.

15

But de la sanction

39 (1) L'imposition de la sanction vise non pas à punir mais à favoriser le respect de la présente loi.

Sanction maximale

(2) Le plafond de la sanction est, dans le cas des personnes physiques, de 5 000 \$ et, dans tout autre cas, de 25 000 \$.

20

20 Ouverture de la procédure

Verbalisation

40 (1) L'agent verbalisateur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise par une personne peut dresser un procès-verbal qu'il lui fait signer. Le procès-verbal mentionne, outre le nom de la personne et les faits reprochés :

25

a) le montant de la sanction à payer;

b) le délai et les modalités de paiement;

c) la somme correspondant au montant inférieur à la sanction dont le paiement, dans le délai et selon les modalités précisés dans le procès-verbal, vaut règlement.

30

(c) the lesser amount that may be paid in complete satisfaction of the penalty if paid within the time and manner specified in the notice.

Summary of rights and obligations

(2) The notice of violation shall clearly summarize, in plain language, the rights and obligations of the person under this section and sections 41 to 55, including their rights to request to enter into a compliance agreement and to have the acts or omissions that constitute the alleged violation reviewed and the procedure for exercising those rights.

Sommaire des droits et obligations

(2) Figure aussi au procès-verbal, en langage clair, un sommaire des droits et obligations de l'intéressé qui sont prévus au présent article et aux articles 41 à 55, notamment les droits de contester les faits reprochés et de conclure une transaction, ainsi que la procédure à suivre pour exercer ces droits.

Penalties

Payment

41 (1) If the person named in the notice of violation pays the penalty or the lesser amount set out in the notice in the time and manner specified in the notice,

(a) they are deemed to have committed the violation in respect of which the amount is paid;

(b) the Minister shall accept that amount in complete satisfaction of the penalty; and

(c) the proceedings commenced in respect of the violation are ended.

Paielement

41 (1) Si l'auteur de la violation paie la sanction ou la somme correspondant au montant inférieur prévu au procès-verbal dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal, le paiement, que le ministre accepte en règlement, vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure.

Alternatives to payment

(2) Instead of paying the penalty set out in a notice of violation or the lesser amount that may be paid in lieu of the penalty, the person named in the notice may, within the time and in the manner specified in the notice,

(a) request to enter into a compliance agreement with the Minister for the purpose of ensuring their compliance with the provisions of this Act or the regulations to which the violation relates; or

(b) request a review of the acts or omissions that constitute the violation or of the amount of the penalty.

Options

(2) S'il ne paie pas, l'intéressé peut, dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal :

a) demander au ministre de conclure une transaction en vue de la bonne observation des dispositions de la présente loi ou de ses règlements en cause;

b) demander la révision des faits reprochés ou du montant de la sanction.

Deeming

(3) If the person named in the notice does not pay the penalty set out in the notice in the time and manner specified in the notice and does not exercise any right referred to in subsection (2) in the specified time and manner, they are deemed to have committed the violation identified in the notice.

Présomption

(3) Le défaut de paiement ou l'omission de se prévaloir du droit prévu au paragraphe (2) dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la violation.

Compliance Agreements

Compliance agreement

42 (1) After considering a request made under paragraph 41(2)(a), the Minister may enter into a compliance agreement, as described in that paragraph, with the person making the request on any terms and conditions that are satisfactory to the Minister. The terms and conditions may

(a) include a provision for the deposit of reasonable security, in a form and amount satisfactory to the Minister, as a guarantee that the person will comply with the compliance agreement; and

(b) provide for the reduction, in whole or in part, of the penalty for the violation.

Deeming

(2) A person who enters into a compliance agreement with the Minister is, on doing so, deemed to have committed the violation in respect of which the compliance agreement was entered into.

Notice of compliance

(3) If the Minister is satisfied that a person who has entered into a compliance agreement has complied with it, the Minister shall cause a notice to that effect to be provided to the person, at which time

(a) the proceedings commenced in respect of the violation are ended; and

(b) any security given by the person under the compliance agreement shall be returned to them.

Notice of default

(4) If the Minister is of the opinion that a person who has entered into a compliance agreement has not complied with it, the Minister shall cause a notice of default to be provided to the person to the effect that

(a) instead of being liable to pay the amount of the penalty set out in the notice of violation in respect of which the compliance agreement was entered into, the person is liable to pay, in the time and manner specified in the notice of violation, twice the amount of that penalty and, for greater certainty, subsection 39(2) and section 55 do not apply in respect of that amount; or

(b) the security, if any, given by the person under the compliance agreement is forfeited to His Majesty in right of Canada.

Transactions

Conclusion d'une transaction

42 (1) Sur demande de l'intéressé, le ministre peut conclure une transaction qui, d'une part, est subordonnée aux conditions qu'il estime indiquées, notamment au dépôt d'une sûreté raisonnable — dont le montant et la nature doivent lui agréer — en garantie de l'exécution de la transaction et, d'autre part, peut prévoir la réduction partielle ou totale du montant de la sanction.

Présomption

(2) La conclusion de la transaction vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la violation.

Avis d'exécution

(3) La notification à l'intéressé d'un avis du ministre déclarant que celui-ci estime la transaction exécutée met fin à la procédure; dès lors, la sûreté est remise à l'intéressé.

Avis de défaut d'exécution

(4) S'il estime la transaction inexécutée, le ministre fait notifier à l'intéressé un avis de défaut qui l'informe :

a) ou bien qu'il est tenu, dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal, de payer, au lieu de la sanction infligée initialement et sans qu'il soit tenu compte du plafond fixé au paragraphe 39(2) ou dans les règlements pris en vertu de l'article 55, le double de cette somme;

b) ou bien qu'il y aura confiscation de la sûreté au profit de Sa Majesté du chef du Canada.

Effect of notice of default

(5) Once provided with the notice of default, the person shall not deduct from the amount set out in that notice any amount that they spent under the compliance agreement and

(a) the person is liable to pay the amount set out in that notice in the time and manner specified in the notice of violation; or

(b) if the notice of default provides for the forfeiture of the security given under the compliance agreement, that security is forfeited to His Majesty in right of Canada and the proceedings commenced in respect of the violation are ended.

Effect of payment

(6) If a person pays the amount set out in the notice of default in the time and manner specified in the notice of violation, the Minister shall accept the amount as complete satisfaction of the amount owing in respect of the violation and the proceedings commenced in respect of the violation are ended.

Refusal to enter into compliance agreement

43 (1) If the Minister refuses to enter into a compliance agreement requested under paragraph 41(2)(a), the person who made the request is liable to pay, in the time and manner specified in the notice of violation, the penalty set out in the notice.

Effect of payment

(2) If a person pays the amount referred to in subsection (1),

(a) they are deemed to have committed the violation in respect of which the amount is paid;

(b) the Minister shall accept the amount as complete satisfaction of the penalty in respect of the violation; and

(c) the proceedings commenced in respect of the violation are ended.

Deeming

(3) If a person does not pay the amount referred to in subsection (1) in the specified time and manner, they are deemed to have committed the violation identified in the notice of violation.

Effet de l'inexécution

(5) Sur notification de l'avis, l'intéressé perd tout droit de déduire de la somme due les sommes exposées dans le cadre de la transaction et, selon les termes de cet avis :

a) ou bien qu'il est tenu de payer la somme qui y est prévue dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal;

b) ou bien que la confiscation de la sûreté s'opère au profit de Sa Majesté du chef du Canada, ce qui met fin à la procédure.

Paieement

(6) Le paiement, que le ministre accepte en règlement, met fin à la procédure.

Refus de transiger

43 (1) Si le ministre refuse de transiger aux termes de l'alinéa 41(2)a), l'intéressé est tenu, dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal, de payer la sanction infligée initialement.

Paieement

(2) Le paiement, que le ministre accepte en règlement, vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure.

Présomption

(3) Le défaut de paiement dans le délai et selon les modalités prévus vaut déclaration de responsabilité à l'égard de la violation.

Review by Minister

Review — with respect to facts

44 (1) On completion of a review requested under paragraph 41(2)(b) with respect to the acts or omissions that constitute the violation, the Minister shall determine, on a balance of probabilities, whether the person who requested the review committed the violation. 5

Violation not committed — effect

(2) If the Minister determines under subsection (1) that the person who requested the review did not commit the violation, the proceedings commenced in respect of it are ended. 10

Violation committed — effect

(3) If the Minister determines that the person committed the violation, the Minister shall determine whether the amount of the penalty was fixed in accordance with regulations made under section 55 and

(a) if the Minister determines that it was correctly fixed, the Minister shall confirm the amount of the penalty; and 15

(b) if the Minister determines that it was not correctly fixed, the Minister shall correct the amount.

Review — with respect to penalty

(4) On completion of a review requested under paragraph 41(2)(b) with respect to the amount of the penalty, the Minister shall determine whether the amount of the penalty was fixed in accordance with regulations made under section 55 and 20

(a) if the Minister determines that it was correctly fixed, the Minister shall confirm the amount of the penalty; and 25

(b) if the Minister determines that it was not correctly fixed, the Minister shall correct the amount.

Notice of decision

(5) The Minister shall cause a notice of any decision made under subsection (1) or (4) to be served on the person who requested the review. The notice shall set out the Minister's decision and the reasons for it and, if the amount of the penalty was confirmed or corrected by the Minister, the time and manner in which that amount is to be paid. 30 35

Révision par le ministre

Révision des faits reprochés

44 (1) Au terme de la révision demandée au titre de l'alinéa 41(2)b) relativement aux faits reprochés, le ministre décide, selon la prépondérance des probabilités, si la personne est responsable de la violation. 5

Effet de la non-responsabilité

(2) La décision du ministre portant que la personne n'est pas responsable de la violation met fin à la procédure.

Effet de la responsabilité

(3) Si le ministre décide que la personne est responsable de la violation, il vérifie si le montant de la sanction a été établi en conformité avec les règlements pris en vertu de l'article 55 : 10

a) si tel est le cas, il confirme le montant de la sanction;

b) si ce n'est pas le cas, il y substitue la somme qu'il estime conforme. 15

Contestation relative au montant de la sanction

(4) Au terme de la révision demandée au titre de l'alinéa 41(2)b) relativement au montant de la sanction, le ministre vérifie si le montant de la sanction a été établi en conformité avec les règlements pris en vertu de l'article 55 : 20

a) si tel est le cas, il confirme le montant de la sanction;

b) si ce n'est pas le cas, il y substitue la somme qu'il estime conforme.

Avis de la décision

(5) Le ministre fait signifier à la personne un avis motivé de la décision prise au titre des paragraphes (1) ou (4) indiquant, le cas échéant, le délai et les modalités selon lesquels la personne est tenue de payer la somme correspondant au montant confirmé ou substitué. 25

Payment

(6) The person who requested the review is liable to pay, in the time and manner specified in the notice of violation, the amount of the penalty that is confirmed or corrected in the Minister's decision made under subsection (3) or (4).

5

Effect of payment

(7) If a person pays the amount referred to in subsection (6), the Minister shall accept the amount as complete satisfaction of the penalty in respect of the violation and the proceedings commenced in respect of the violation are ended.

10

Decision final

45 A decision made under section 44 by the Minister is final and binding and, except for judicial review under the *Federal Courts Act*, is not subject to appeal or review by any court.

Obligation de payer

(6) La personne est tenue, dans le délai et selon les modalités mentionnés dans le procès-verbal, de payer la somme prévue dans la décision.

Effet du paiement

(7) Le paiement, que le ministre accepte en règlement, met fin à la procédure.

5

Décision définitive

45 La décision prise au titre de l'article 44 est définitive et exécutoire et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la *Loi sur les Cours fédérales*, n'est pas susceptible d'appel ou de révision en justice.

Enforcement

15

Exécution des sanctions

10

Debts to His Majesty

46 (1) The following amounts constitute debts due to His Majesty in right of Canada that may be recovered in the Federal Court:

(a) the amount of a penalty, from the time the notice of violation setting out the amount of the penalty is provided;

20

(b) every amount set out in a compliance agreement entered into with the Minister under subsection 42(1) from the time the compliance agreement is entered into;

25

(c) the amount set out in a notice of default referred to in subsection 42(4), from the time the notice is provided; and

(d) the amount of a penalty as set out in a decision of the Minister made under paragraph 44(3)(b) or (4)(b), from the time the notice of that decision is provided.

30

Créance de Sa Majesté

46 (1) Constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale :

a) le montant de la sanction, à compter de la notification du procès-verbal;

15

b) toute somme prévue dans une transaction conclue au titre du paragraphe 42(1), à compter de la conclusion;

c) la somme prévue dans l'avis de défaut notifié au titre du paragraphe 42(4), à compter de la notification;

20

d) la somme prévue dans la décision du ministre prise au titre des alinéas 44(3)b) ou (4)b), à compter de la notification.

Limitation period or prescription

(2) No proceedings to recover a debt referred to in subsection (1) may be commenced after the end of five years after the day on which the debt became payable.

Prescription

(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible aux termes du paragraphe (1).

25

Debt final

(3) A debt referred to in subsection (1) is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 41 to 44.

35

Créance définitive

(3) La créance est définitive et n'est susceptible de contestation ou de révision que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 41 à 44.

Certificate of default

47 (1) Any debt referred to in subsection 46(1) in respect of which there is a default of payment, or the part of any such debt that has not been paid, may be certified by the Minister.

Judgment

(2) On production to the Federal Court, a certificate made under subsection (1) shall be registered in that Court and, when registered, has the same force and effect, and all proceedings may be taken on the certificate, as if it were a judgment obtained in that Court for a debt of the amount specified in it and all reasonable costs and charges associated with the registration of the certificate.

Publication

48 The Minister may make public

- (a)** the name of a person who is determined under section 44, or is deemed, to have committed a violation;
- (b)** the nature of the violation;
- (c)** the amount of the penalty imposed, if any; and
- (d)** any other information specified in regulations made under section 55.

Certificat de non-paiement

47 (1) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée des créances visées au paragraphe 46(1).

Enregistrement à la Cour fédérale

(2) L'enregistrement à la Cour fédérale confère au certificat la valeur d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les frais afférents.

Publication

48 Le ministre peut publier :

- a)** le nom de toute personne dont la responsabilité à l'égard d'une violation a été décidée au titre de l'article 44 ou est réputée;
- b)** la nature de la violation;
- c)** le montant de la sanction imposée;
- d)** tout autre renseignement précisé par règlement pris en vertu de l'article 55.

Rules About Violations

Certain defences not available

49 (1) A person named in a notice of violation does not have a defence by reason that they

- (a)** exercised due diligence to prevent the violation; or
- (b)** reasonably and honestly believed in the existence of facts that, if true, would exonerate them.

Règles propres aux violations

Exclusion de certains moyens de défense

49 (1) L'intéressé ne peut invoquer en défense le fait qu'il a pris les précautions voulues pour empêcher la violation ou qu'il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, une fois avérés, l'exonèreraient.

Common law principles

(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or excuse in relation to a charge for an offence under this Act applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.

Principes de la common law

(2) Les règles et principes de la common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction à la présente loi s'appliquent à l'égard d'une violation dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi.

Violation by corporate officers, etc.

50 (1) If a person commits a violation, any of the following persons that directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the violation is a party to and liable for the violation whether or not the person is proceeded against under this Act:

Participants à la violation

50 (1) En cas de perpétration d'une violation par une personne, les personnes ci-après qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérées comme des coauteurs de la violation, que la personne fasse ou non l'objet d'une procédure en violation engagée au titre de la présente loi :

- (a) an officer, a director or an agent or mandatary of the person;
- (b) a senior official of the person;
- (c) any other person authorized to exercise managerial or supervisory functions on behalf of the person.

5

Employees or agents or mandataries

(2) A person is liable for a violation that is committed by their employee acting within the scope of their employment or their agent or mandatary acting within the scope of their authority, whether or not the employee or agent or mandatary is identified or proceeded against.

10

Continuing violation

51 A violation that is committed or continued on more than one day constitutes a separate violation in respect of each day on which it is committed or continued.

Other Provisions

Evidence — notice of violation

52 In any proceeding in respect of a violation or a prosecution for an offence, a notice of violation purporting to be issued under this Act is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the individual purporting to have signed the notice of violation.

15

Limitation period

53 No proceedings in respect of a violation may be commenced after the end of two years after the day on which the subject matter of the proceedings arose.

20

Choice of proceedings

54 If a contravention can be proceeded with as a violation or as an offence, the Minister may commence proceedings in respect of that contravention as a violation or recommend that it be proceeded with as an offence, but it may be proceeded with only as one or the other.

25

Regulations

Regulations

55 The Minister may make regulations for carrying out the purposes of sections 37 to 54, including regulations

30

- (a) classifying each violation as a minor violation, a serious violation or a very serious violation;
- (b) fixing a penalty, or a range of penalties, in respect of each violation;

- a) les dirigeants, administrateurs ou mandataires de la personne;
- b) les cadres supérieurs de celle-ci;
- c) toute autre personne exerçant des fonctions de gestion ou de surveillance pour le compte de celle-ci.

5

Responsabilité indirecte

(2) L'employeur ou le mandant est responsable de la violation commise, dans le cadre de son emploi ou de son mandat, par un employé ou un mandataire, que l'auteur de la contravention soit ou non connu ou poursuivi aux termes de la présente loi.

10

Violation continue

51 Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue la violation.

Autres dispositions

Admissibilité du procès-verbal de violation

52 Dans les procédures en violation ou les poursuites pour infraction, le procès-verbal censé délivré en application de la présente loi est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ni la qualité officielle du signataire.

15

Prescription

53 Les procédures en violation se prescrivent par deux ans à compter de la date du fait en cause.

20

Choix de poursuites

54 Dans le cas où elle peut être réprimée comme violation ou infraction, la contravention est poursuivie comme violation ou, sur recommandation du ministre, comme infraction, les poursuites pour violation et celles pour infraction s'excluant toutefois mutuellement.

25

Règlements

Règlements

55 Le ministre peut prendre les règlements d'application des articles 37 à 54, et notamment, par règlement :

- a) qualifier les violations, selon le cas, de mineures, de graves ou de très graves;
- b) établir le montant de la sanction — ou établir un barème de sanctions — applicable à chaque violation;

30

(c) respecting the circumstances under which, the criteria by which and the manner in which a penalty may be reduced or increased;

(d) respecting the determination of a lesser amount than the penalty imposed that may be paid in complete satisfaction of the penalty under paragraph 40(1)(c), as well as the time and manner in which it is to be paid; and

(e) respecting the service of documents required or authorized under sections 37 to 54, including the documents or types of documents that shall be served, the manner and proof of service and the circumstances under which documents are deemed to be served.

c) prévoir les critères de majoration ou de minoration de ce montant, ainsi que les modalités et circonstances de cette opération;

d) régir la détermination d'un montant inférieur pour l'application de l'alinéa 40(1)c) ainsi que le délai et les modalités de paiement de la somme correspondant à ce montant;

e) régir, notamment en précisant les documents ou les types de documents qui doivent être signifiés et par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification de documents autorisée ou exigée par les articles 37 à 54.

Reports to Parliament

Report to Parliament — administration and enforcement

56 The Minister shall, as soon as possible after the end of each period of two fiscal years not addressed by the previous report on the administration and enforcement of this Act, prepare and cause to be tabled in each House of Parliament a report on the administration and enforcement of this Act for that period.

Report — comparison of standards

57 The Minister shall, as soon as possible after the end of each period of three fiscal years not addressed by the previous report containing a comparison of energy efficiency standards, prepare and cause to be tabled in each House of Parliament a report that demonstrates the extent to which the energy efficiency standards prescribed under this Act are as stringent as comparable standards established by a province, the United Mexican States or the United States.

Review of Act

58 (1) The Minister shall, 10 years after the day on which this section comes into force and every five years after that, undertake a review of the provisions of this Act.

Report to Parliament

(2) The Minister shall, no later than one year after the day on which the review is undertaken, cause a report on the review to be tabled in each House of Parliament.

Rapports au Parlement

Rapport — exécution et contrôle d'application

56 Dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque période comprenant deux exercices n'ayant pas fait l'objet d'un rapport précédent, le ministre établit un rapport sur l'exécution et le contrôle d'application de la présente loi au cours de ces deux exercices. Il le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les meilleurs délais.

Rapport — comparaison des normes

57 Dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque période comprenant trois exercices n'ayant pas fait l'objet d'un rapport précédent comportant une comparaison des normes d'efficacité énergétique, le ministre établit un rapport dans lequel il démontre dans quelle mesure les normes d'efficacité énergétique fixées sous le régime de la présente loi sont aussi rigoureuses que les normes comparables établies par les provinces, les États-Unis ou les États-Unis du Mexique. Il le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les meilleurs délais.

Examen de la loi

58 (1) Dix ans après la date d'entrée en vigueur du présent article, et tous les cinq ans par la suite, le ministre procède à l'examen des dispositions de la présente loi.

Rapport au Parlement

(2) Il fait déposer un rapport sur la question devant chaque chambre du Parlement dans l'année qui suit la date du début de l'examen.

Transitional Provisions

Application — Energy Efficiency Act

26 The *Energy Efficiency Act* does not apply to a person engaged in a business described in paragraph (d) of the definition *dealer* or to a *commercial entity*, as those terms are defined in section 2 of that Act, until six months after the day on which this section comes into force.

Application — representations relating to energy-using products

27 Section 5.1 the *Energy Efficiency Act* does not apply to a *dealer*, as defined in section 2 of that Act, until six months after the day on which this section comes into force.

Dispositions transitoires

Application — Loi sur l'efficacité énergétique

26 La *Loi sur l'efficacité énergétique* ne s'applique pas à l'égard des personnes visées à l'alinéa d) de la définition de *fournisseur*, à l'article 2 de cette loi, et de l'*entité commerciale*, au sens de cet article, pendant les six mois qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent article.

Application — information fausse ou trompeuse

27 L'article 5.1 de la *Loi sur l'efficacité énergétique* ne s'applique pas à l'égard du *fournisseur*, au sens de l'article 2 de cette loi, pendant les six mois qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent article.

